

2014 : sortie de doute ?

Jean-Dominique GIULIANI

Président de la Fondation Robert Schuman

2014 est une année charnière pour l'Union européenne qui va renouveler toutes ses institutions. C'est vraisemblablement une année de sortie de crise économique ; de grands rendez-vous politiques l'attendent. Des perspectives nouvelles peuvent en découler. Encore faut-il que les échéances de cette année, qu'on annonce difficiles, soient des occasions saisies par les États, les citoyens et les dirigeants européens pour sortir aussi du doute qu'il ont suscité à l'extérieur et à l'intérieur.

L'économie européenne retrouve des couleurs, bénéficiant de l'action déterminante de la Banque centrale et de son président. Les États en difficulté sortent des programmes d'assistance. La preuve est faite que la solidarité européenne n'a abandonné personne, même dans les situations les plus graves.

L'euro n'est plus en cause et l'injuste procès en défiance dont il a été la victime, encouragé de l'intérieur, s'est terminé comme nombre d'auteurs des *Rapports Schuman sur l'état de l'Union* l'avait prévu : par un démenti cinglant. Sa valeur sur les marchés témoigne de sa solidité dans la durée, la mobilisation des États pour le défendre de sa force unificatrice, l'attachement des citoyens européens de son utilité dans la stabilité. Il est irréversible.

Les efforts de redressement entrepris par les États en difficulté ont été spectaculaires. Ils ne sont pas tous du Sud, comme on l'a laissé entendre. Le sursaut letton a impressionné, la remise en ordre irlandaise est remarquable. L'Espagne a démontré ses capacités de rebond, la Grèce et le Portugal leur volonté de sortir des errements passés. De fait, la croissance est de retour, encore insuffisante, mais qui l'aurait prévu au cœur des événements dramatiques que l'Union a traversés de 2009 à 2012 ? Les dettes publiques reculent pour la première fois en 2013, l'union bancaire voit le jour. Un premier bilan peut être dressé : à la crise l'Europe a répondu par des réformes que nul n'a entreprises ailleurs au monde. La création d'un mécanisme européen de solidarité, la mobilisation

de fonds considérables, le renforcement des disciplines, les progrès réalisés dans la gouvernance, témoignent d'une réelle volonté de changement.

Pour autant, beaucoup reste à faire pour relancer l'économie européenne et vaincre le chômage, mais la démonstration est claire : l'Union des États et des peuples d'Europe résiste et entend résister à toutes les éventualités et elle continuera pour cela à se perfectionner, tout simplement parce que c'est l'intérêt de ses États membres.

Quelques sceptiques professionnels continuent à douter. Ne risque-t-on pas la déflation ? Les réformes structurelles seront-elles poursuivies ? Les Européens supporteront-ils la cure d'austérité ? Le chômage va-t-il en fin décroître ? Au regard de ce qui a été accompli en trois ans, et quelles qu'aient pu être les erreurs, les attermoissements, les hésitations, il n'est plus permis de douter de l'engagement des membres de l'Union à poursuivre leur intégration avec l'euro au cœur de leur projet. Les critiques adressées dans le passé à la BCE se sont dissipées dans la souplesse, l'initiative et la détermination dont elle a fait preuve. L'aube semble poindre après une crise qui aurait été encore plus dramatique sans l'Europe et sans l'euro.

Elle a causé des dégâts politiques importants. Les citoyens se sont mis à douter de l'efficacité de l'Union européenne. Un vrai désamour envers ses institutions communes s'est installé, nourrissant les fantasmes et les extrémismes. Les Européens, habitués à la croissance et à des systèmes de protection généreux, reprochent à l'Union de ne leur avoir pas évité cette crise, née ailleurs, mais venue mettre en évidence les insuffisances d'une construction inachevée. Les études d'opinion traduisent cette désaffection profonde à laquelle il doit être répondu. Les institutions ne peuvent plus continuer à fonctionner comme il y a 60 ans. L'Europe a changé, les problématiques internationales aussi, l'économie mondiale a été bouleversée par un développement désormais global, des échanges toujours plus nombreux et importants, des technologies qui bousculent tous les plans.

Si nos sociétés ont montré beaucoup de résilience à supporter l'effondrement de certitudes confortables, l'explosion du chômage, la destruction de valeur, c'est grâce aussi à un modèle européen qui accorde une place unique aux mécanismes de solidarité sociale. Les efforts qui restent à faire exigent encore des sacrifices et vont contribuer à une dégradation du jugement que les Européens portent sur leurs gouvernements, sur l'Union européenne, sur la politique en Europe. Les populismes en profitent avec le simplisme qui les caractérise et les dangers qu'ils recèlent. Il y a donc urgence à relancer une Europe institutionnelle bien affectée par ces événements.

2014 offre, pour cela, de réelles opportunités.

Il faudra certainement, puisque la construction européenne repose sur le droit, modifier un jour les traités donnant une base juridique à son action et remettre un peu d'ordre dans nos règles communes, malmenées par la crise. Mais chacun convient que ce n'est pas la priorité et que la méthode intergouvernementale, pour peu qu'elle respecte le droit européen et qu'elle ne soit que transitoire, est un outil, déjà utilisé (Traité budgétaire) qui est fort utile pour patienter jusqu'à une période plus stable. Les Européens attendent un changement dans la conduite des politiques et le renouvellement du Parlement européen, de la Commission, du président du Conseil européen et du Haut Représentant pour la politique étrangère, en sont des occasions rêvées. Les États, les élus, les citoyens, peuvent peser sur le choix des futurs responsables européens pour exiger plus de lien démocratique direct avec les Européens, plus d'adresse politique dans la décision européenne, des changements dans la conduite de certaines politiques, plus d'efficacité dans les actions communes. Ce n'est pas qu'une question de communication. C'est la nature même de l'action européenne qui doit être plus « politique », au sens le plus noble du terme, c'est-à-dire favorisant un sentiment d'appartenance et même de

fierté d'appartenance à l'ensemble européen. Il faut répondre à cette quête d'identité qui, sinon, peut s'égarer vers des expressions plus radicales.

L'affirmation de la place et du rôle de l'Europe dans le monde fait partie de cette demande. L'Europe et son nouveau service diplomatique commun ont enregistré des succès incontestables. Le dialogue entre les Serbes et les Kosovars, la négociation avec l'Iran, l'éradication de la piraterie au large de la Somalie, sont de vraies réussites. D'autres sont dues principalement à l'action de certains États membres. Les opérations militaires en Côte d'Ivoire, en Libye, au Mali, en République centrafricaine ont été initiées par des États membres, mais ont reçu le soutien des Européens, parfois en prolongement de leurs décisions courageuses qui ont été perçues, à l'extérieur, comme européennes. La France mérite ici une mention particulière. Elle montre la voie. L'Europe prend conscience, peu à peu, que ses intérêts sont partout en cause et pas seulement à ses frontières. Il faudra encore du temps pour qu'une véritable mobilisation des États membres permette de faire progresser une défense européenne aujourd'hui embryonnaire. Mais les évolutions récentes vont dans la bonne direction. L'Europe est voisine de toutes les régions du monde. Les problématiques de sécurité maritime le mettent bien en évidence alors que 90 % du commerce extérieur européen emprunte la voie des océans.

Ce qui manque le plus aux Européens, c'est le moral. La comparaison avec les autres grands acteurs mondiaux reste, même après la crise, largement à notre avantage en termes de protection, de solidarités, de qualité de la vie. Ce défaut de fierté de ce qui a été accompli traduit un doute profond, quasi-métaphysique qui les porte à analyser d'abord ce qui ne va pas, ce qui peut être amélioré, avant que de mesurer ce qu'ils ont. C'est aussi un pessimisme qui laisse entrevoir des menaces pesant sur notre modèle et qui le mine dangereusement.

Le premier devoir de tous en Europe est donc de chasser ce doute et de relever à bras-le-corps les défis à régler. Remuscler l'économie de l'Europe qui reste, en termes cumulés, la première du monde, achever son unification, traiter ensemble des questions de sécurité et trouver les voies d'une politique d'immigration enfin coordonnée, voilà quelques-unes des grandes questions auxquelles il faudra répondre. Le meilleur moyen est de le faire avec courage et audace, c'est-à-dire avec enthousiasme et en s'engageant plutôt que sous la contrainte. Cela s'appelle l'optimisme.